

États-Unis: plus dure sera la chute

Depuis 2008, la crise a déjà contraint 46 millions d'Américains à recourir aux bons alimentaires, selon un rapport officiel publié le 1^{er} août, tandis que le haut de l'échelle sociale se porte de mieux en mieux.

Pourtant, le 2 août dernier, l'administration Obama a dû céder devant le refus farouche des sénateurs républicains de mettre les plus riches à contribution pour réduire la dette abyssale du pays: le compromis passé entre les deux parties ne prévoit aucune hausse d'impôts. Les répu-

blicains ont simplement accepté de relever le plafond de la dette autorisée*, fixé jusqu'ici à 14300 milliards de dollars, de plus de 2100 milliards, de façon à éviter à l'État américain de se retrouver en situation de défaut de paiement face à ses créanciers (les banques et d'autres pays détenteurs de bons du Trésor, en particulier la Chine), tout au moins jusqu'en 2013.

Ce relèvement du seuil d'endettement est conditionné à une réduction drastique des dépenses publiques. L'essentiel des cou-

pes, qui s'élèveront à 2500 milliards de dollars en deux étapes sur dix ans, concernera les programmes publics Medicare et Medicaid, dont le rôle respectif est de donner une assurance maladie aux plus de 65 ans et aux plus démunis.

AUCUNE HAUSSE D'IMPÔT

Des mesures jugées insuffisantes par l'agence de notation Standard and Poor's qui, le 5 août, a abaissé la note attribuée à la dette

des États-Unis. En mettant ainsi en cause la capacité du pays, pour la première fois de son histoire, à rembourser ses créanciers, l'agence a semé un vent de panique sur l'ensemble des places boursières de la planète.

Le 17 août, le président Obama a annoncé qu'il dévoilerait en septembre un plan d'action pour relancer l'économie américaine et faire baisser le chômage.

**La loi américaine exige que le Congrès autorise le gouvernement à s'endetter jusqu'à un certain seuil pour financer son programme politique.*